



**COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

**L'ÉDUCATION, UNE PRIORITÉ POUR QUI?
Halte au « surfing » des partis politiques**

ANJOU, le 15 mars 2007 - Plusieurs ont tenté l'expérience : certains par voie de sondages, d'autres par différents rapports. Nous avons décerné des notes, proposé des bulletins. Mais encore? Qu'y a-t-il de différent dans les propositions des partis politiques depuis 20 ans? Bien après le « *Je me souviens* », reste-t-il encore une vision pour l'éducation?

Aujourd'hui, la plateforme électorale en éducation, au préscolaire, au primaire et au secondaire, n'est pas très inspirante.

« Dans l'ensemble, ce qui nous est présenté par les partis politiques nous démontre, encore une fois, que l'éducation semble être un lieu privilégié pour s'ingérer politiquement dans des dossiers pédagogiques plutôt que de proposer de grandes orientations qui stimuleraient les femmes et les hommes qui oeuvrent en milieu d'éducation», de commenter Serge Morin, président de la FQDE.

On persiste à procéder au « copier coller » en conservant ce qu'on a toujours connu en éducation. On impose des moyens aux établissements scolaires, entre autres par un prolongement de la journée de classe alors que dans plusieurs écoles, des activités ont déjà lieu. Également en proposant d'ajouter des ressources ou de diminuer le nombre d'élèves par classe. Certes, ce qui est louable dans ces propositions, est qu'on semble vouloir donner une marge de manœuvre budgétaire. Les politiciens réagissent en promettant des ressources plutôt que de faire confiance aux établissements qui pourraient trouver des moyens plus appropriés aux besoins de leur clientèle.

Selon leurs propos, les besoins de la Gaspésie seraient les mêmes que ceux des classes de Montréal. En soi, une telle approche ne reconnaît en rien les caractéristiques des régions: beige d'un bout à l'autre du Québec.

Un seul parti semble vouloir sortir des sentiers battus par sa proposition de responsabiliser davantage le milieu. « Nous trouvons réjouissante l'idée de vouloir redistribuer plus de ressources humaines et financières à l'école, de réduire la structure administrative, de miser sur l'autonomie de l'école, d'enrichir les responsabilités du conseil d'établissement et de renforcer le rôle de leader en gestion pédagogique de la directrice ou du directeur de l'école. Toutefois, du même souffle, il veut imposer aux établissements le retour aux bonnes vieilles méthodes et au bon vieux bulletin qui ont donné depuis 25 ans les mêmes bons vieux résultats, c'est-à-dire un taux de décrochage très élevé. Il faut plutôt exploiter l'ensemble des recherches faites sur l'apprentissage en éducation et sur les approches pédagogiques gagnantes pour permettre à nos jeunes de réussir au 21^e siècle.

A priori, comme direction d'établissement, nous nous réjouissons à l'idée de responsabiliser davantage les établissements. Afin de maintenir une vision avant-gardiste dans le contexte actuel de la mondialisation, notre devoir de leader en gestion pédagogique nous oblige, au cours de cette campagne électorale, à nous interroger sur les enjeux proposés dans le programme de chacun des partis politiques », d'ajouter monsieur Morin.

Par conséquent, il est clair qu'une telle position de la part des directions d'établissement provoque un certain inconfort dans nos relations avec le monde politique scolaire local. Toutefois, nous misons sur l'engagement de ce même monde politique pour comprendre que notre réflexion ne va pas à l'encontre des personnes remplissant ces fonctions politiques, mais reflète plutôt une volonté d'offrir les meilleurs services à l'élève.

Bref, nous souhaitons une organisation scolaire où la créativité, la capacité d'innovation, le leadership de l'établissement et la contribution des parents de nos 3 000 établissements d'enseignement auraient préséance sur les intérêts politiques et administratifs.

-30-

Pour renseignements :

Julie Lussier
Conseillère aux communications, FQDE
Téléphone : 514-353-7511

La Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement (FQDE) regroupe quelque 2400 directions d'établissement d'enseignement (formation générale, professionnelle et des adultes) provenant de 22 associations régionales.